



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1998/6/Add.1
4 septembre 1997

FRANCAIS
Original : ANGLAIS/FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-quatrième session
Point 18 de l'ordre du jour provisoire

APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'ELIMINATION
DE TOUTES LES FORMES D'INTOLERANCE ET DE DISCRIMINATION
FONDEES SUR LA RELIGION OU LA CONVICTION

Rapport présenté par M. Abdelfattah Amor, Rapporteur spécial,
conformément à la résolution 1996/23 de la Commission
des droits de l'homme

Additif

Visite en Australie

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
Introduction	1 - 6	2
I. TOLERANCE ET NON-DISCRIMINATION FONDEES SUR LA RELIGION OU LA CONVICTION		
DANS LE SYSTEME JURIDIQUE AUSTRALIEN	7 - 25	3
A. La Constitution australienne	8 - 14	3
B. Législation fédérale	15 - 19	4
C. Législation des Etats et Territoires	20 - 25	6
II. TOLERANCE ET NON-DISCRIMINATION FONDEES SUR LA RELIGION OU LA CONVICTION		
DANS LA SOCIETE AUSTRALIENNE	26 - 102	7
A. Etat des religions et des convictions	27 - 34	7
B. Situation des minorités religieuses	35 - 75	9
C. Situation des Aborigènes	76 - 102	17
III. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	103 - 127	22

Introduction

1. Du 17 février au 1er mars 1997, le Rapporteur spécial sur l'intolérance religieuse a effectué une visite en Australie à l'invitation des autorités australiennes dans le cadre de son mandat conformément aux résolutions 1995/23 de la Commission des droits de l'homme (encourageant les gouvernements à inviter le Rapporteur spécial à effectuer une visite dans leur pays afin de lui permettre d'accomplir son mandat avec encore plus d'efficacité) et 50/183 de l'Assemblée générale, du 22 décembre 1995 (invitant le Rapporteur spécial, dans le cadre de son mandat et de la formulation de recommandations, à prendre en compte les expériences de différents pays et les mesures les plus efficaces dans la promotion de la liberté religieuse et dans la lutte contre toutes les formes d'intolérance).
2. Au cours de sa mission, le Rapporteur spécial s'est rendu à Sydney (17-20 février, 28 février-1er mars), à Melbourne (21-22 février), à Canberra (23-25 février) et à Alice Springs (26-28 février) afin de rencontrer des représentants officiels au niveau fédéral (Ministres des affaires étrangères; de l'enseignement et de la formation professionnelle; des affaires des Aborigènes et des insulaires du détroit de Torres; de la justice; et de l'immigration et des affaires multiculturelles) et aux niveaux des Etats et Territoires. Il s'est en particulier entretenu à Sydney avec des représentants du Département de la formation et de l'éducation, de la Commission antidiscrimination de la Commission de la réforme juridique, de la Commission des affaires ethniques et de la Commission des droits de l'homme et de l'égalité des chances.
3. Le Rapporteur spécial a eu des consultations avec des organisations non gouvernementales dans le domaine des droits de l'homme et des représentants des communautés aborigènes, baha'ies, chrétiennes, hindoues, juives, musulmanes ainsi que de l'Eglise de scientologie et de la "Communauté la Famille".
4. Des personnalités indépendantes dont M. Michael Kirby, Chief Justice de la Haute Cour d'Australie, Mme Juliet Sheen, consultante en droits de l'homme et Mme Moira Raymer, Présidente du National Children's Youth Law Centre, ont été sollicitées par le Rapporteur spécial.
5. Le Rapporteur spécial tient à remercier les autorités australiennes ainsi que le représentant du Centre d'information des Nations Unies pour leur excellente coopération au cours de la préparation de cette visite et lors de son déroulement.
6. Lors de sa visite, le Rapporteur spécial a porté son analyse sur la situation de la tolérance et de la non-discrimination fondées sur la religion ou la conviction, dans le système juridique australien, d'une part, et dans la société australienne, d'autre part.

I. TOLERANCE ET NON-DISCRIMINATION FONDEES SUR LA RELIGION
OU LA CONVICTION DANS LE SYSTEME JURIDIQUE AUSTRALIEN

7. Le Rapporteur spécial a examiné le traitement et les garanties apportées à la tolérance et à la non-discrimination fondées sur la religion ou la conviction dans le système juridique australien tant au niveau de la Constitution australienne qu'aux niveaux des lois fédérales et des lois des Etats et Territoires.

A. La Constitution australienne

8. Il est important de noter que la Constitution australienne ne contient pas de charte générale des droits et des libertés. Cependant, la liberté religieuse est garantie par l'article 116 de la Constitution en ces termes : "La Fédération n'adoptera jamais une loi qui instaure une religion quelle qu'elle soit, ou impose l'observance d'une religion, ou interdise la libre pratique d'une religion et aucun examen d'ordre religieux ne sera requis comme condition d'aptitude aux fonctions ou charges publiques sous l'autorité de la Fédération".

9. Ces dispositions garantissent donc, au niveau fédéral, le principe de neutralité eu égard à la religion et la liberté religieuse. Il s'agit néanmoins d'une protection juridique limitée puisqu'elle ne s'applique qu'aux pouvoirs législatifs de la Fédération et non à ses autres pouvoirs et activités en particulier exécutifs et judiciaires. De plus, cette protection constitutionnelle s'applique à la Fédération et non aux Etats et Territoires lesquels disposent, en droit, d'une latitude d'action dans le domaine de la liberté religieuse (y compris sous forme de restrictions).

10. En 1988, dans son rapport final, la Commission constitutionnelle australienne chargée de commémorer le Bicentenaire de la colonisation européenne recommandait que l'article 116 de la Constitution soit amendé afin que les garanties accordées à la liberté religieuse au niveau fédéral deviennent effectives dans tous les Etats et Territoires de la Fédération. Lors du référendum de 1988, la question de l'extension à l'ensemble des Etats et Territoires de la Fédération des garanties accordées au niveau fédéral à la liberté religieuse fut rejetée par 69 % des votants.

11. Cette protection limitée de la liberté religieuse doit cependant être contrebalancée par les progrès dans la protection juridique de la liberté religieuse résultant des décisions de la Haute Cour d'Australie et ayant trait à la définition du terme "religion", et aux interprétations des dispositions constitutionnelles relatives à "l'instauration d'une religion"

12. Concernant la définition du terme "religion", en 1983, dans l'affaire *Church of the New Faith vs Commission for Pay-Roll Tax*, la Haute Cour devait déterminer si l'Eglise de scientologie correspondait à la description d'une "institution religieuse, publique et bénévole" devant être exemptée des impôts perçus sur les salaires versés au personnel en vertu de la loi relative à l'impôt sur le revenu. La Haute Cour donna gain de cause à l'Eglise de scientologie et indiqua que la qualification de religion ne saurait être appliquée aux seules confessions théistes. Les juges Mason et Brennan précisèrent que le critère visant à établir l'existence d'une religion

était double : la foi en un être, une chose ou un principe surnaturels et la soumission à des règles de conduite qui concrétisent cette foi. Le juge Murphy proposa que toute organisation se disant religieuse et dont la conviction et les pratiques seraient la réminiscence ou le reflet de cultes anciens pourrait revendiquer sa foi en un, voire plusieurs êtres surnaturels, en un dieu ou en une entité abstraite, et serait considérée comme une religion.

13. Concernant les dispositions relatives à "l'instauration d'une religion", en 1981, dans l'affaire *Attorney-General for the State of Victoria (the relations of Black) and Others vs the Commonwealth of Australia and Others*, la Haute Cour rejeta une requête visant à établir que les subventions fédérales aux écoles confessionnelles contrevenaient à l'article 116 de la Constitution dans la mesure où ces fonds publics étaient octroyés sans distinction entre les différentes confessions et donc ne revenaient pas à instaurer une religion. Notons que cette décision a marqué un tournant dans la jurisprudence et qu'elle révèle une attitude conciliante et une interprétation diamétralement opposée à celle de la Cour suprême des Etats-Unis d'Amérique ayant interprété la Constitution dans le sens d'une séparation plutôt stricte entre l'Eglise et l'Etat en interdisant les subventions publiques aux écoles confessionnelles (voir l'affaire " *Reynolds vs United State*")

14. Au cours de ses entretiens, le Rapporteur spécial a noté deux tendances relatives à l'article 116 de la Constitution. Certains interlocuteurs ont regretté que la liberté religieuse fasse l'objet d'une protection limitée en droit et ont souhaité une référence explicite à la liberté religieuse, voire à la tolérance religieuse, ainsi que l'extension des garanties prévues au niveau de la Fédération à l'ensemble des Etats fédérés et Territoires. De nombreux interlocuteurs ont estimé, au contraire, que les dispositions constitutionnelles actuelles sont suffisantes, et ont rappelé que, dans la tradition de la common law, la plupart des libertés des citoyens avaient été données par les juges plutôt que par les lois et qu'une extension des dispositions de l'article 116 aux Etats fédérés et aux Territoires serait perçue par la population suspicieuse à l'égard des politiques comme une ingérence. Enfin, de nombreux intervenants ont souligné que la liberté religieuse ne dépendait pas tant du droit, mais de la pratique et de la tradition de tolérance et de liberté religieuse de l'Australie.

B. Législation fédérale

15. Conformément à la Constitution australienne, la Fédération a la responsabilité des affaires externes et en particulier de l'adoption de la législation d'application des traités internationaux ratifiés. Parmi les textes d'un intérêt particulier pour le mandat du Rapporteur spécial, l'attention doit être portée sur la loi intitulée " Human Rights and Equal Opportunity Commission Act 1986 (HREOC)" qui crée une commission chargée du respect des droits de l'homme et de l'égalité des chances ("Human Rights and Equal Opportunity Commission").

16. Cette commission a notamment pour mandat de promouvoir la compréhension, l'acceptation et la discussion publique des droits de l'homme et de l'égalité des chances dans l'emploi; d'enquêter sur les actes et pratiques de la Fédération non conformes aux droits de l'homme et constituant une discrimination; de conseiller au Parlement des législations et à la Fédération

des actions dans le domaine des droits de l'homme, de l'égalité des chances et de l'emploi, ainsi que de conseiller des actions à prendre par l'Australie afin de se conformer aux instruments internationaux contractés.

17. Or il importe de souligner que le mandat de la Commission l'autorise à se fonder sur les définitions des droits de l'homme qui figurent tant dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, que dans la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction. La Commission est donc pleinement habilitée à exercer ses compétences, notamment en ce qui concerne la solution des litiges et l'éducation des citoyens, chaque fois qu'elle a connaissance de manifestations d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction.

18. Précisons qu'en raison de sa nature juridique, la Déclaration de 1981 ne peut faire l'objet d'une ratification. Cependant, les autorités australiennes ont estimé être liées par cet instrument et l'ont inséré dans le cadre juridictionnel de la Commission. De la sorte, bien qu'un citoyen ne puisse exercer un recours en justice sur la base de la Déclaration de 1981, cela est possible dans le cadre de la Commission. A ce sujet, les représentants de la Commission ont cité un nombre restreint de recours déposés auprès de leur institution au titre de la Déclaration de 1981 (depuis 1993, moins de 10), ce qui s'expliquerait par la faiblesse de leur juridiction. Il a été rappelé que la "Human Rights and Equal Opportunity Commission Act" ne garantit pas des droits et n'interdit pas la discrimination. Elle ne prévoit pas de recours effectif. Cependant, par le processus de soumission de son rapport au Parlement pour discussion, la Commission dispose d'un moyen de pression morale et politique. Elle peut également faire preuve d'initiative permettant d'aller au-delà des limitations posées par la Fédération. Le Rapporteur spécial tient, à cet égard, à saluer l'initiative de la Commission qui a lancé une campagne par l'intermédiaire d'un document de travail intitulé "Free to believe? The right to freedom of religion and belief in Australia" afin de recueillir toutes informations et commentaires sur la manière dont l'Australie se conforme à la Déclaration de 1981, ainsi que sur ses expériences dans le domaine de la liberté de religion et de conviction. La Commission soumettra ensuite un rapport au Ministre de la justice en vue de le conseiller sur les actions à prendre afin que l'Australie se conforme aux dispositions de la Déclaration.

19. Outre la loi HREOC de 1986, la loi sur la discrimination raciale de 1975 est également d'un intérêt particulier bien qu'elle fournisse une protection limitée à la discrimination exercée sur une base religieuse. Si un groupe religieux peut également entrer dans la catégorie d'un groupe ethnique, les dispositions de la loi susmentionnée relatives à la haine raciale peuvent s'appliquer à la discrimination et aux avanies directes et indirectes. Même si un groupe religieux ne peut entrer dans cette catégorie, il est incontestable que cette loi protège de la discrimination fondée sur la religion, dans certaines circonstances considérées comme de la discrimination raciale indirecte. Il y a discrimination indirecte lorsqu'une pratique ou une politique, en traitant chaque individu de la même manière, défavorise en fait

un plus grand nombre de personnes issues de groupes ethniques ou raciaux particuliers, ce qui, eu égard aux circonstances, est déraisonnable (par exemple, le refus d'emploi pour une musulmane australienne en raison du port du voile).

C. Législation des Etats et Territoires

20. Telle qu'exposée dans la section A "Constitution australienne", la protection de la liberté religieuse telle qu'inscrite à l'article 116 de la Constitution est applicable à la Fédération et non aux Etats fédérés et aux Territoires; cela explique la grande diversité des législations de ces derniers. De plus, bien que les instruments internationaux couverts par la loi HREOC de 1986 fassent partie de la législation fédérale, la loi stipule que le texte de 1986 ne lie pas les Etats.

21. Concernant l'état des législations, en premier lieu, la Tasmanie est le seul Etat d'Australie dont la Constitution contienne une disposition relative à la liberté religieuse. Dans les Etats de Victoria, du Queensland, de l'Australie occidentale et dans les Territoires autonomes, des lois antidiscrimination ont été adoptées. Elles interdisent toutes la discrimination à l'encontre d'autrui en raison de pratiques et de croyances religieuses licites ou de l'absence de pratiques et croyances religieuses licites. Ces textes ne garantissent pas la liberté de religion mais interdisent la discrimination.

22. Dans les Etats de la Nouvelle-Galles du Sud, de l'Australie méridionale et de Tasmanie, la loi antidiscrimination ne prévoit pas la discrimination sur une base religieuse. Néanmoins, dans la Nouvelle-Galles du Sud, la définition légale du terme "race" inclut les données ethnoreligieuses, ce qui permet une protection contre la discrimination de certains groupes religieux lorsque ces derniers peuvent être classés comme ethnoreligieux.

23. Ajoutons, par ailleurs, que la législation antidiscrimination prévoit des exceptions permettant des discriminations fondées sur des croyances et activités religieuses au bénéfice des communautés religieuses (par exemple, la possibilité pour les écoles confessionnelles de pratiquer une politique d'emploi discriminatoire sur la base des convictions religieuses des candidats). La possibilité de bénéficier de ces exceptions explique l'opposition des principales communautés religieuses à la mention spécifique de l'interdiction de la discrimination religieuse dans les législations de la Nouvelle-Galles du Sud.

24. Soulignons enfin que le Northern Territory Act prévoit expressément que les croyances et les activités religieuses englobent les croyances et les activités spirituelles des Aborigènes. Les aspects juridiques relatifs aux Aborigènes seront développés à la section C de la deuxième partie du présent rapport (par. 76 à 102).

25. Au cours de ses entretiens, le Rapporteur spécial a retrouvé les deux tendances exposées à la section A relative à l'article 116 de la Constitution, à savoir, d'une part, des interlocuteurs interprétant la diversité des législations des Etats et des Territoires comme une fragmentation et la non-inclusion de la religion dans les législations antidiscrimination de

certaines Etats comme une lacune pouvant être préjudiciable à la protection de la liberté religieuse devant être renforcée légalement et, d'autre part, des intervenants estimant la situation satisfaisante et se référant aux traditions australiennes, notamment les traditions de tolérance.

II. TOLERANCE ET NON-DISCRIMINATION FONDEES SUR LA RELIGION
OU LA CONVICTION DANS LA SOCIETE ¹ AUSTRALIENNE

26. Le Rapporteur spécial a souhaité, d'une part, dresser un état de la situation en matière de religion et de conviction en Australie et, d'autre part, examiner la situation des minorités religieuses et en particulier des Aborigènes.

A. Etat des religions et des convictions

27. La diversité religieuse caractérise la société australienne; cela ressort clairement du tableau ci-dessous qui reflète l'importance numérique des différentes communautés religieuses et leur évolution dans le temps sur la base de résultats de recensements réalisés en 1981, 1986 et 1991.

REPARTITION DES ADEPTES DES GRANDES RELIGIONS EN AUSTRALIE

Adeptes	1981		1986		1991	
	(En milliers)	%	(En milliers)	%	(En milliers)	%
<u>Chrétiens</u>						
Catholiques <u>a/</u>	3 786,5	26,0	4 064,4	26,1	4 606,7	27,3
Anglicans	3 810,5	26,1	3 723,4	23,9	4 018,8	23,9
Uniting Church <u>b/</u>	712,6	4,9	1 182,3	7,6	1 387,7	8,2
Méthodistes <u>c/</u>	490,9	3,4	-	-	n.d.	n.d.
Presbytériens	637,8	4,4	560,0	3,6	732,0	4,3
Orthodoxes	421,3	2,9	427,4	2,7	474,9	2,8
Baptistes	190,3	1,3	196,8	1,3	279,8	1,7
Luthériens	199,8	1,4	208,3	1,3	250,9	1,5
Pentecôtistes	72,1	0,5	107,0	0,7	150,6	0,9
Eglises du Christ	89,4	0,6	88,5	0,6	78,3	0,5
Témoins de Jéhovah	51,8	0,4	66,5	0,4	74,7	0,4
Armée du Salut	71,6	0,5	77,8	0,5	72,3	0,4
Adventistes du septième jour	47,4	0,3	48,0	0,3	48,4	0,3
Eglise de Jésus-Christ des Saints des derniers jours/Mormons	32,4	0,2	35,5	0,2	38,4	0,2
Les Frères	21,5	0,1	23,2	0,1	24,1	0,1
Chrétiens orientaux <u>d/</u>	-	-	10,4	0,1	23,3	0,1
Congrégationalistes	23,0	0,2	16,6	0,1	6,3	0,0
Autres protestants	220,7	1,5	199,4	1,3	n.d.	n.d.
Autres chrétiens	253,8	1,7	346,4	2,2	199,2	1,2
<u>Total chrétiens</u>	11 133,3	76,4	11 381,9	73,0	12 466,4	74,0

¹Société prise dans son acception la plus large incluant les domaines civils, politiques, etc.

	1981		1986		1991	
	(En milliers)	%	(En milliers)	%	(En milliers)	%
Adeptes						
<u>Non-chrétiens</u>						
Musulmans	76,8	0,5	109,5	0,7	147,5	0,9
Bouddhistes	35,1	0,2	80,4	0,5	139,8	0,8
Juifs	62,1	0,4	69,1	0,4	74,2	0,4
Hindouistes e/	-	-	21,5	0,1	43,6	0,3
Autres non-chrétiens	23,6	0,2	35,7	0,2	40,0	0,2
<u>Total non-chrétiens</u>	197,6	1,4	316,2	2,0	445,0	2,6
<u>Autres</u>						
Athées	n.d.	n.d.	4,9	0,0	n.d.	n.d.
Renseignements insuffisants	73,5	0,5	58,0	0,4	49,8	0,3
Sans religion (selon renseignements donnés)	1 576,7	10,8	1 977,5	12,7	2 176,6	12,9
Aucune indication donnée	1 595,2	10,9	1 863,6	11,9	1 712,3	10,2
Total autres	3 245,4	22,3	3 904,0	25,0	3 938,7	23,4
TOTAL	14 576,3	100,0	15 602,2	100,0	16 850,2	100,0

Source : Australian Bureau of Statistics, 1988, p. 19; 1991 : Recensement.

a/ Catholiques romains et autres.

b/ La Uniting Church se composait en 1977 des Eglises méthodistes, congrégationalistes et en partie de l'Eglise presbytérienne.

c/ Les personnes qui ont déclaré être méthodistes en 1986 ont été classées sous la rubrique Uniting Church.

d/ Inclus dans Autres chrétiens en 1981.

e/ Inclus dans Autres non-chrétiens en 1981.

28. La religion chrétienne constitue la religion majoritaire par le nombre de ses croyants. Au sein de cette religion dominante, les communautés confessionnelles les plus importantes numériquement sont les anglicans et les catholiques. Cependant, l'on constate une évolution récente puisque les anglicans représentaient le premier groupe religieux jusque dans les années 80, période au cours de laquelle les catholiques sont passés au premier rang en raison d'une politique d'immigration ayant conduit à l'implantation de fortes communautés catholiques européennes, alors qu'à l'origine l'Australie avait connu une immigration certes européenne, mais anglo-saxonne et majoritairement anglicane.

29. En dehors des deux principaux groupes religieux anglicans et catholiques, existent des communautés chrétiennes minoritaires dont la Uniting Church, les Eglises presbytériennes, l'Eglise baptiste, les Eglises du Christ, les Témoins de Jéhovah, l'Eglise luthérienne, l'Eglise orthodoxe, les pentecôtistes, l'Armée du Salut, et autres dénominations chrétiennes.

30. Les minorités religieuses non chrétiennes sont également devenues importantes en Australie en raison de la politique officielle d'immigration et de cohabitation culturelle des années 60 et 70 mettant fin à la politique de "l'Australie blanche" et ayant entraîné l'introduction de nouvelles religions. La religion musulmane représente la première minorité religieuse australienne

(0,9 % de la population); son véritable développement date d'une vingtaine d'années avec l'arrivée dans un premier temps d'immigrés libanais et turcs, puis du monde arabe, du Pakistan, d'Inde, d'Indonésie, de Malaisie, du Bangladesh, de Fidji, d'Albanie, d'ex-Yougoslavie, de Grèce, d'Afrique du Sud, etc.

31. La religion bouddhiste constitue la deuxième minorité religieuse australienne (0,8 % de la population) principalement depuis les années 80 en raison de l'implantation d'immigrés asiatiques spécialement du Viet Nam, du Cambodge et de la Chine et du développement actuel du bouddhisme dans le monde.

32. Le judaïsme, présent depuis la colonisation du pays, est la troisième minorité religieuse australienne (0,4 % de la population). La religion hindoue constitue la quatrième minorité religieuse; elle a également connu un essor grâce à l'arrivée d'immigrés asiatiques.

33. Les Aborigènes ne sont pas identifiés dans le tableau des religions en Australie. Certes, une partie de cette population peut être rattachée à la religion chrétienne. Cependant, les Aborigènes ont également leurs propres croyances qui se manifestent par leur lien sacré à la terre et qui doivent être prises en compte dans le cadre de la diversité religieuse de l'Australie.

34. Un autre facteur dont il faut tenir compte est l'absence de croyance. Lors des recensements, 12,9 % de la population s'est déclarée non croyante. Ce phénomène concernerait essentiellement les religions majoritaires chrétiennes et serait en fait plus conséquent par son ampleur que ne le révèlent les recensements. Une majorité de citoyens ne pratiquent pas leur religion, mais aussi et surtout l'élément grandissant est l'indifférence à mesure que le sentiment religieux s'émousse.

B. Situation des minorités religieuses

35. Lors de ses entretiens, le Rapporteur spécial a recueilli de nombreuses informations sur les minorités musulmane et juive auxquelles il consacre séparément une analyse. Concernant les minorités bouddhiste et hindoue, le Rapporteur spécial a souhaité développer une analyse commune en raison d'informations convergentes et similaires. Enfin, un examen particulier est consacré à la situation de communautés restreintes en nombre telles que l'Eglise de scientologie et La Famille.

1. Situation des musulmans

a) Domaine religieux

i) Pratique religieuse et conduite des affaires religieuses

36. Les représentants religieux et civils musulmans ont souligné la situation privilégiée de leur communauté dans le domaine religieux comparativement à celle des minorités musulmanes d'autres pays, ainsi qu'à celle des musulmans des pays arabes. Il a été précisé que les musulmans pouvaient exercer leurs activités religieuses, dont la pratique des cultes et des traditions religieuses ainsi que la gestion des affaires propres à leurs

institutions religieuses, en toute liberté. Les représentants musulmans ont déclaré que contrairement à certains Etats du monde arabe, l'Australie permettait la liberté d'expression des imams notamment pour leurs sermons dans les mosquées.

37. L'une des caractéristiques des musulmans d'Australie est l'importance de la pratique religieuse à la fois le vendredi et lors des fêtes religieuses. A cet égard, l'appel à la prière est autorisé, mais sans microphone sauf pour la fin du ramadan. Les représentants des musulmans ont fait part de leur demande visant à la reconnaissance officielle des jours religieux afin de permettre aux fidèles le souhaitant de ne pas travailler, tant dans les lieux de travail pour les adultes que dans les écoles pour les jeunes. Il a été ajouté que les autorités sollicitées prenaient en considération ces revendications de manière positive. Un représentant du Département de la formation et de l'éducation de l'Etat de la Nouvelle-Galles du Sud a déclaré que, si les musulmans insistaient, les fêtes religieuses pourraient être observées dans les écoles publiques à l'instar de la communauté juive en bénéficiant déjà. A la question du Rapporteur spécial sur la manière de tenter de concilier, d'une part, les revendications des minorités et, d'autre part, les préoccupations de la majorité, un représentant de la Commission des droits de l'homme et de l'égalité des chances a expliqué que, tout en étant conscient que le système démocratique australien repose sur une préférence générale accordée à la majorité, il fallait faire preuve de souplesse, de compromis et de pragmatisme selon le contexte.

38. Au cours des entretiens, on a également mis en lumière l'importance du dialogue interconfessionnel et ses résultats positifs et réels dans la société (voir ci-dessous la sous-section b) (par. 43 à 45)).

ii) Enseignement religieux

39. L'importance de l'éducation religieuse est une des caractéristiques des musulmans d'Australie. La communauté musulmane dispose de 23 écoles religieuses (les medersas) s'adressant à 8 000 élèves. Les professeurs sont recrutés par les responsables communautaires qui prennent en charge leur salaire. Le programme d'enseignement doit être conforme aux critères du Ministère de l'éducation et intègre en particulier comme matières l'islam et la langue arabe. Des subventions de l'Etat peuvent être allouées à ces écoles privées. Concernant les financements privés, il a été précisé que l'Arabie saoudite figurait parmi les donateurs étrangers, mais que la politique suivie par les représentants de la communauté musulmane d'Australie était d'accepter des dons sans condition.

iii) Lieux de culte

40. La communauté musulmane dispose de 107 mosquées et lieux de prière en Australie. Les représentants de la communauté musulmane et les autorités ont indiqué que des difficultés avaient surgi dans le passé lors de projets de construction de mosquées. L'opposition des habitants non musulmans proches des sites de construction des lieux de culte s'était exprimée sous la forme de craintes de nuisances sonores et de circulation automobile liées à l'afflux des fidèles. Cette opposition traduit sinon une manifestation de racisme, du moins des appréhensions liées à la différence et à l'ignorance.

Ces difficultés apparaîtraient aujourd'hui épisodiquement et seraient résolues par le dialogue.

41. Le Rapporteur spécial a pu constater une attitude positive et constructive des autorités. Parmi les initiatives officielles d'un intérêt particulier, citons l'annonce du Premier Ministre de la Nouvelle-Galles du Sud lors de la célébration du Aïd-Al Fitr le 9 février 1997. "Il est important pour les musulmans de disposer sur leur lieu de travail d'un lieu de prière et je suis convaincu depuis toujours que le service public en tant que premier employeur de l'Etat devrait donner l'exemple. Le Gouvernement présentera un amendement au manuel de la fonction publique visant à ce que tout soit fait sur les lieux de travail du secteur public pour prévoir un lieu de prière lorsque le besoin s'en fait sentir. La Commission des affaires ethniques et le Département des travaux publics veilleront ensemble à ce qu'à l'avenir les lieux de travail du secteur public comportent des installations sanitaires adaptées."

42. Finalement la communauté musulmane semble pouvoir s'épanouir pleinement dans le domaine religieux, situation à laquelle contribuent les autorités et les institutions australiennes. Le Rapporteur spécial tient en particulier à souligner le rôle essentiel de la Commission des affaires ethniques de la Nouvelle-Galles du Sud qui a notamment créé "The Interdepartmental Committee on Religious Development"; ce comité, qui encourage la participation des groupes ethniques et promeut leur unité au sein de la société, a pour mandat de résoudre les problèmes entre intervenants officiels et privés, de faire des enquêtes, de formuler des recommandations et de surveiller leur application.

b) Autres domaines

43. La communauté musulmane d'Australie se caractérise par une expérience reposant sur des structures communautaires solides dont des centres culturels, des lieux de culte, des établissements scolaires et un tissu associatif permettant non seulement à cette minorité la préservation de son identité culturelle et religieuse, mais également son intégration dans la société australienne.

44. Cette harmonie peut être parfois troublée en raison des répercussions d'événements internationaux (la guerre du Golfe, par exemple) et nationaux (les déclarations politiques à l'encontre des "étrangers" du député Pauline Hanson par exemple). Il semble cependant s'agir davantage d'incidents de racisme reposant la plupart du temps sur l'ignorance et non pas de manifestations d'intolérance religieuse. Les incidents liés à la guerre du Golfe - cas d'agressions verbales à l'encontre des musulmanes portant le voile - sont révélateurs de l'ignorance de certains ayant associé Saddam Hussein à l'islam et, d'une manière générale, le terrorisme aux Arabes et aux musulmans (confusion d'ailleurs souvent véhiculée par les médias tant australiens que non australiens). Ces incidents ont été gérés de manière positive, d'une part, grâce au dialogue entre les différentes confessions ayant conduit, par exemple, à la diffusion d'une déclaration commune des communautés religieuses appelant à la tolérance et, d'autre part, par les autorités à divers niveaux politiques ou de sécurité. Des questions relatives à la tenue vestimentaire que des femmes musulmanes portent parfois, à leur

statut et à leur insertion dans le domaine de l'emploi, de même qu'à la reconnaissance des jours religieux musulmans dans les écoles et lieux de travail privés sont parfois soulevées. De nombreux interlocuteurs ont souligné que leur examen donnait lieu au dialogue et à des négociations. Les représentants musulmans ont également fait part de leur étonnement au regard d'une attitude de la société australienne, d'un côté en général réticente, voire choquée vis-à-vis du " hijab" porté par certaines femmes musulmanes, et d'un autre côté indifférente, voire favorable à la nudité des femmes sur les plages ou dans les médias; parfois, cette société a même une attitude militante en faveur des droits des homosexuels. En somme, selon les représentants des musulmans, des attitudes sélectives qui se traduisent par deux poids, deux mesures.

45. Le rôle des représentants communautaires, des autorités et de leurs institutions ainsi que la tradition de tolérance de l'Australie sont donc des éléments essentiels caractérisant la situation en général très satisfaisante des musulmans : en effet, selon leur choix, ceux-ci peuvent s'intégrer sans s'assimiler dans leur pays d'adoption.

2. Situation des juifs

a) Domaine religieux

i) Pratique religieuse et conduite des affaires religieuses

46. Les représentants civils et religieux de la communauté juive ont déclaré pouvoir librement exercer leurs activités religieuses, notamment en ce qui concerne la pratique des cultes et des traditions religieuses et la gestion des affaires propres à chaque institution religieuse.

47. L'harmonie communautaire propre à l'Australie et en particulier l'importance du dialogue interconfessionnel sont deux points qui ont été soulignés. A cet égard, les fêtes religieuses sont souvent l'occasion d'inviter des responsables d'autres communautés et donc de favoriser la connaissance de chacun, de sa culture et de sa religion ainsi que le dialogue.

ii) Enseignement religieux

48. La communauté juive dispose d'environ 20 écoles. Les responsables juifs ont précisé que les parents préféreraient placer leurs enfants dans des établissements confessionnels juifs dans la mesure où, selon ces représentants, le système scolaire australien ne serait pas vraiment multiculturel. Le programme scolaire serait certes laïc, mais une orientation chrétienne caractériserait les écoles publiques.

49. A l'instar des écoles religieuses musulmanes, le financement des écoles juives peut être assuré en partie par des subventions publiques. Les professeurs sont recrutés par les responsables de la communauté juive, lesquels peuvent choisir des candidats de leur propre confession conformément au principe de discrimination positive. Tel qu'indiqué à la section C du chapitre I, "Législations des Etats et Territoires" (par. 20 à 25), les représentants des principales communautés chrétienne, juive et musulmane ont activement fait campagne afin que les législations antidiscriminatoires,

notamment dans l'Etat de la Nouvelle-Galles du Sud, n'incluent pas l'interdiction de la discrimination religieuse lorsque cette dernière est positive pour les communautés concernées, tout spécialement dans les écoles privées au niveau du recrutement.

iii) Lieux de culte et cimetières

50. La communauté juive dispose d'environ 70 synagogues en Australie. Aucune difficulté n'est constatée dans le domaine de la construction de lieux de culte. Cependant, de nombreux incidents de vandalisme à l'encontre des synagogues et des cimetières juifs ont été rapportés. Ces incidents sont révélateurs de manifestations d'antisémitisme, apparemment le fait de groupuscules, situation contraire à la tradition de tolérance qui caractérise l'Australie.

51. Finalement, en dehors d'incidents condamnables d'antisémitisme, la situation de la communauté juive dans le domaine religieux est satisfaisante.

b) Autres domaines

52. La communauté juive se caractérise par sa parfaite intégration dans la société australienne dont elle est une composante active depuis l'arrivée des premiers colons et dont la participation publique à l'édifice de ce pays notamment par de hauts responsables politiques est reconnue.

53. Les représentants de la communauté juive ont déclaré que la tolérance et l'absence d'obstacles à l'égard de leurs fidèles dans la société australienne dans ses divers domaines économiques, politiques, sociaux, culturels et religieux constituaient une situation très favorable, comparativement à celle de nombreux autres pays.

54. Ils ont néanmoins formulé certaines revendications visant à la suppression des symboles chrétiens dans la vie publique, notamment les prières lors de l'ouverture du Parlement, le jour officiel des élections prévu le samedi, jour du sabbat (malgré la possibilité d'un vote préalable après avoir rempli un formulaire précisant l'impossibilité de voter le samedi pour des raisons religieuses, mais posant problème pour des candidats juifs), voire la croix inscrite sur le drapeau national. Les remarques formulées par un représentant de la Commission des droits de l'homme et de l'égalité des chances et résumées aux paragraphes 36 à 38 de la sous-section 1, "Situation des musulmans" sont également pertinentes et rappellent la nécessité de concilier le multiculturalisme et la cohésion de la société.

55. Concernant les poussées isolées d'antisémitisme se manifestant par des attaques contre les lieux de culte et des cimetières, mais également par des agressions verbales et écrites et par une propagande politique extrémiste, de nombreux interlocuteurs ont expliqué que la communauté juive était suffisamment structurée pour les dénoncer et les combattre. Le rabbin de Sydney a précisé qu'il ne s'agissait pas d'un racisme antijuif, mais de xénophobie et que paradoxalement ces attaques n'étaient pas l'expression d'une intolérance en Australie.

56. La communauté juive, à travers ses institutions et par le dynamisme de ses responsables, bénéficie donc d'une situation satisfaisante permettant d'assurer le maintien de son identité.

3. Situation des bouddhistes et des hindous

a) Domaine religieux

i) Pratique religieuse et conduite des affaires religieuses

57. A l'instar de la religion musulmane, le bouddhisme puis l'hindouisme ont connu un développement très rapide en Australie, essentiellement en raison d'une immigration asiatique importante. Outre l'islam, le bouddhisme constitue la religion ayant la plus forte croissance exponentielle comparativement aux autres religions.

58. Selon les informations reçues, les bouddhistes et les hindous peuvent exercer sans contrainte leurs activités religieuses, dont la pratique des cultes et des traditions religieuses ainsi que la gestion des affaires propres à leurs institutions religieuses.

59. Les autorités ont, par ailleurs, facilité la venue de responsables religieux étrangers en Australie afin, d'une part, de répondre aux besoins spirituels des communautés bouddhiste et hindoue, majoritairement asiatiques et, d'autre part, de permettre une meilleure intégration de ces derniers au sein de la société australienne.

60. Les responsables religieux bouddhistes et hindous jouent également un rôle important dans l'établissement d'un dialogue interconfessionnel avec les autres communautés chrétienne, musulmane et juive.

61. Les communautés bouddhiste et hindoue souhaitent la reconnaissance officielle de leurs jours religieux, notamment afin de permettre aux fidèles de se conformer à leurs croyances sur leur lieu de travail. Les autorités, dont celles relevant du Département de l'immigration et des affaires multiculturelles, ont indiqué que des négociations étaient possibles, notamment avec les entreprises, et que, d'une manière générale, il s'agissait d'un processus de négociation permanente.

ii) Enseignement religieux

62. L'éducation religieuse est une des caractéristiques des communautés asiatique, bouddhiste et hindoue. D'une manière générale, ces enseignements dans le cadre d'institutions privées peuvent être assurés sans difficulté. Cependant, les autorités et les représentants hindous et bouddhistes ont fait part de l'apparition épisodique d'obstacles lors de demandes du permis de construire d'établissements de formation privés; les résidents de la zone d'un futur chantier s'opposeraient à ces projets par crainte d'une invasion asiatique qui bouleverserait les caractéristiques culturelles et sociales des lieux et provoquerait une baisse de la valeur immobilière des résidences. Les autorités locales rejetteraient également parfois les demandes de permis de construire en raison de leur non-conformité aux législations prévues en la matière, en raison du manque d'informations sur la procédure à suivre.

63. Ces problèmes seraient résolus grâce à l'approche constructive des autorités et le rôle essentiel de la Commission des affaires ethniques de la Nouvelle-Galles du Sud et en particulier son "Interdepartmental Committee on Religious Development". Le Comité a notamment recommandé une campagne d'information auprès des communautés religieuses sur la législation pertinente en matière de demandes de permis de construire, en utilisant les langues des intéressés.

64. Les autorités dont le Ministre des affaires multiculturelles et le Département de l'immigration et des affaires multiculturelles ont souligné le rôle de l'Etat dans le domaine de l'éducation de la population à travers des campagnes destinées à lutter contre le racisme lié à l'ignorance et non pas à une intolérance religieuse.

iii) Lieux de culte

65. Si l'on faisait abstraction des obstacles ci-dessus exposés, on pourrait dire que les communautés bouddhiste et hindoue disposent de suffisamment de lieux de culte.

b) Autres domaines

66. Ces dernières années, bouddhistes et hindous ont connu un essor important en Australie et sont maintenant en cours de structuration communautaire. Tel qu'indiqué auparavant, leur intégration dans la société australienne est facilitée par les autorités qui favorisent parallèlement le maintien de leur identité culturelle et religieuse conformément à leur politique de diversité culturelle, ethnique et religieuse. La situation de ces minorités dans les domaines religieux et non religieux semble être satisfaisante malgré quelques incidents isolés relevant non pas d'une intolérance religieuse, mais plutôt d'une ignorance alimentant des manifestations de racisme encouragées par certains discours politiques extrémistes isolées (tels ceux du député Pauline Hanson).

4. Autres communautés

a) Eglise de scientologie

67. En vertu de la décision de la Haute Cour de 1983 dans l'affaire *Church of the New Faith vs Commission for Pay-Roll Tax*, l'Eglise de scientologie est reconnue en tant qu'institution religieuse en Australie et bénéficie à ce titre d'une exemption d'impôts (voir ci-dessus, par. 11). Plusieurs interlocuteurs religieux et non gouvernementaux ont considéré qu'il s'agissait en réalité d'une secte reposant sur une combinaison d'éléments empruntés à la psychologie et au religieux et sur la recherche du gain au détriment de leurs membres, en particulier par le biais de lavages de cerveaux essentiellement auprès des jeunes. La Scientologie faisait l'objet non seulement de suspicions, mais éveillait également des craintes en raison de son agressivité et de sa virulence, notamment dans le cadre de poursuites judiciaires à l'encontre de tout opposant.

68. D'autres interlocuteurs non officiels ont critiqué les pressions exercées par l'Eglise de scientologie sur ses membres afin de leur extorquer de l'argent, mais ils ont indiqué qu'ils ne s'opposaient pas à cette communauté en tant que telle.

69. Le Ministre des affaires étrangères a déclaré que l'Eglise de Scientologie représentait un petit nombre de personnes en Australie où chacun pouvait faire ce qu'il voulait dans le cadre de la législation interne. Il a été précisé que les nouveaux mouvements religieux apparaissaient et disparaissaient "comme des champignons" en Australie et qu'ils ne posaient pas problème. Le Ministre a rappelé le principe fondamental de la société australienne, à savoir la liberté religieuse pour toute confession sans que l'Etat n'ait à définir si une croyance est bonne ou mauvaise, afin de ne pas engendrer une fracture sociale. Certes, des violations commises par un groupe de religieux doivent être sanctionnées, mais elles ne peuvent conduire à l'interdiction de cette religion en tant que telle.

70. Les représentants de l'Eglise de scientologie ont déclaré bénéficier d'une totale liberté religieuse y compris pour leurs lieux de culte et ont souligné leurs bonnes relations avec les autorités. Des problèmes mineurs, selon ces responsables, ont été évoqués, à savoir l'existence des groupes religieux diffusant une propagande négative à l'encontre de tout nouveau mouvement religieux. Cependant, en général, aux dires des scientologues, leur Eglise aurait des relations "cordiales" avec les représentants des grandes religions lesquels la tiendraient, néanmoins, à distance en raison de leur "conservatisme". La Scientologie serait plus proche des groupes minoritaires tels que les Témoins de Jéhovah, the Unification Church, La Famille et les Mormons et leur apporterait une aide sous forme de conseils, d'appui moral et de relations publiques.

71. Des représentants non gouvernementaux ont rappelé la tolérance de la société australienne à l'égard des nouveaux mouvements religieux, essentiellement en raison de leurs activités sociales telles l'aide aux drogués et aux jeunes. Cependant, un interlocuteur a exprimé des craintes, d'une part, quant aux risques de répercussions des événements propres à l'Europe au sujet des mêmes communautés qualifiées de sectes et, d'autre part, quant à l'influence des médias les caricaturant.

b) La Famille

72. La Famille ayant son origine dans l'ancien groupe "Les Enfants de Dieu" se présente comme étant un nouveau mouvement religieux reposant sur l'enseignement de la Bible, l'éducation à domicile des enfants et une existence communautaire (environ 400 personnes).

73. Tel qu'indiqué dans la communication du 14 octobre 1993 adressée au Gouvernement australien par le Rapporteur spécial (E/CN.4/1994/79), en mai 1992, à Sydney et à Melbourne, la police et des employés de services médicaux avaient procédé à des perquisitions à domicile auprès des six communautés de La Famille et avaient séparé les enfants de leur famille afin de les interroger et de procéder à des examens médicaux. Les enfants avaient

été rendus plusieurs jours plus tard à leurs parents en raison du manque de preuves susceptibles de justifier des accusations d'abus sexuels sur mineurs ainsi que la qualification par certains médias de secte dangereuse.

74. La justice avait été saisie et le litige portait en partie sur l'interprétation divergente donnée au statut juridique octroyée à l'enseignement à domicile pratiqué par La Famille. Finalement, un accord à l'amiable était intervenu incluant un programme d'activités sociales pour les enfants et une suppression temporaire du procès. De plus, une enquête sur le comportement de la police et des services sociaux avait été conduite par un médiateur du Gouvernement suite à la demande des avocats de La Famille. Le médiateur a recommandé de procéder, s'agissant de questions aussi sensibles que les violences à enfants, à des enquêtes approfondies, en perturbant le moins possible la vie des familles concernées. Il a également recommandé d'apporter des modifications au système afin d'améliorer la communication entre les organismes publics et d'accroître le sens des responsabilités. En novembre 1993, l'affaire a été classée par la Children's Court de la Nouvelle-Galles du Sud. La Famille a demandé des dommages et intérêts aux organismes publics. Les représentants de La Famille ont souhaité faire l'objet d'une réhabilitation par le retrait de toutes allégations à leur encontre et ont exposé des craintes de discriminations de la part des autorités.

75. Les observations du Ministre des affaires étrangères rapportées dans la partie relative à l'Eglise de scientologie sont également pertinentes en l'espèce.

C. Situation des Aborigènes

76. Dans le cadre du processus officiel de réconciliation en faveur des Aborigènes (victimes dans le passé de politiques et de pratiques discriminatoires), le Rapporteur spécial a souhaité examiner la situation des Aborigènes dans le domaine religieux et non religieux.

1. Domaine religieux

77. La terre et les sites sacrés ont une signification primordiale pour les Aborigènes dans la mesure où leurs croyances s'identifient à la terre. Une question fondamentale est donc la reconnaissance de la religion aborigène intrinsèquement liée à la terre face à une société australienne essentiellement fondée sur des valeurs judéo-chrétiennes et occidentales. Le maintien de l'intégrité de la terre revêt dès lors, aux yeux des Aborigènes, une dimension religieuse qui doit, en conséquence, être préservée. Assez récemment, des mesures ont été prises par les Gouvernements fédéral et des Etats en vue de reconnaître et de protéger les droits des Aborigènes à leurs terres et à leurs sites sacrés au premier rang desquelles la décision rendue dans l'affaire *Mabo* et la Native Title Act de 1993 (loi sur les droits fonciers autochtones).

a) Droits fonciers autochtones

78. En 1992, la Haute Cour d'Australie a décidé, dans l'affaire *Mabo* (No 2) que la common law reconnaissait une forme de droit foncier autochtone selon les lois et les coutumes des Aborigènes. Il a été jugé que les Aborigènes

peuvent avoir conservé des liens ininterrompus avec la terre, selon le droit traditionnel.

79. Suite à la décision rendue dans l'affaire Mabo, le Gouvernement du Commonwealth a promulgué le Native Title Act de 1993 qui définit les droits fonciers autochtones comme "les droits et les intérêts en tant que communauté, groupe ou individu des Aborigènes ou des insulaires du détroit de Torres sur la terre ou l'eau", lorsque :

"a) Des droits et des intérêts existent au regard des lois traditionnelles reconnues et des coutumes traditionnelles appliquées par les Aborigènes ou les insulaires du détroit de Torres;

b) Les Aborigènes ou les insulaires du détroit de Torres, en vertu de ces lois et de ces coutumes, ont un lien avec la terre ou les eaux;

c) Des droits ou des intérêts sont reconnus par la common law australienne."

80. Les points saillants de cette loi sont les suivants :

"Reconnaissance et protection de l'existence des intérêts et des droits fonciers autochtones dans la common law australienne;

Validation de lois antérieures du Commonwealth relatives à la terre susceptibles d'être invalidées, dans le cas contraire, par la décision de la Haute Cour;

Institution de procédures visant à déterminer où il existe encore des droits fonciers autochtones en vue de futures négociations sur les terres de cette nature et aux fins d'indemnisation pour extinction des droits fonciers autochtones;

Possibilité pour les lois des Etats et des territoires qui sont compatibles d'être reconnues."

81. Les droits fonciers autochtones sont également protégés par la loi sur la discrimination raciale qui impose, pour éteindre les droits fonciers autochtones, que le gouvernement suive les procédures relatives à l'extinction d'autres intérêts fonciers car n'éteindre que les droits fonciers autochtones serait une discrimination raciale.

82. Toutefois, en dépit des mesures qui visent à reconnaître et à protéger les droits des Aborigènes et des insulaires du détroit de Torres à leurs terres et à leurs sites sacrés, on a fait valoir que nombre d'entre eux ne peuvent en bénéficier car ils ont été, dans le passé, dépossédés de leurs terres qui ont été aliénées, leurs liens avec celles-ci ont été brisés et leurs coutumes traditionnelles perdues.

83. On a également fait valoir que la décision rendue dans l'affaire Mabo et le Native Title Act n'apportent pas une protection suffisante aux Aborigènes et aux insulaires du détroit de Torres pour leur permettre de conserver la mainmise sur leur culture et leur patrimoine et les préserver.

Plusieurs groupes d'Aborigènes, tels que le New South Wales Land Council, ont demandé l'adoption d'une nouvelle législation plaçant la réglementation relative à la culture et au patrimoine aborigènes sous contrôle aborigène, en particulier en ce qui concerne les principaux sites sacrés et le retour des restes humains.

84. Mick Dodson, commissaire à la justice sociale aborigène et insulaire du détroit de Torres, s'est également dit très préoccupé, par le projet d'amendements du Gouvernement fédéral au Native Title Act, craignant une violation de l'engagement de respecter les principes inscrits dans le Racial Discrimination Act. "Les propositions d'extension des baux de pâturage et l'érosion du droit de négocier annuleraient les dispositions de la loi sur la discrimination raciale. Je crains que, loin d'améliorer l'application du Native Title Act, les amendements du gouvernement ne donnent matière à contestation à travers toute l'Australie. Cela n'aidera aucun d'entre nous."

85. "Les amendements aux baux de pâturage permettraient au Gouvernement d'élargir les intérêts et les affectations de ces baux tout en déniaient aux détenteurs de droits fonciers autochtones concernés les protections prévues par les procédures qui, dans les mêmes circonstances, s'appliqueraient aux détenteurs de droits fonciers ordinaires. Les amendements ne sont pas nécessaires pour protéger les intérêts existants des éleveurs au bénéfice de la loi actuelle", dit Mick Dodson.

86. Des propositions visant à réduire la portée du droit de négociation ont également été critiquées pour des raisons touchant aux droits de l'homme. "Le gouvernement a proposé de supprimer le droit de négociation en ce qui concerne l'exploration et la prospection, d'autoriser une intervention ministérielle avant détermination des demandes, de faire de ce droit un processus 'pour une seule fois' et de réduire le temps imparti à la négociation et à l'arbitrage", a expliqué Mick Dodson.

87. "Le Gouvernement voit à tort dans le droit de négociation une sorte de cadeau aux autochtones qu'il peut reprendre à sa guise. Le droit de négociation est une reconnaissance de droits fonciers autochtones concrets et il faut le préserver si l'on veut que les droits fonciers autochtones bénéficient véritablement d'une égale protection. L'érosion du droit de négociation détruirait l'équilibre sur lequel repose le Native Title Act qui protège les droits fonciers de tous les autres Australiens."

88. Mick Dodson s'est également dit préoccupé par l'incapacité des détenteurs de droits fonciers autochtones à protéger concrètement leurs droits lorsqu'il s'agit de projets d'exploitation minière. Cela s'explique par la mise en place d'une procédure d'enregistrement très lourde à laquelle doivent satisfaire les demandeurs avant même d'avoir le droit de négocier, non de faire cesser, le développement du terrain contesté.

89. "Les peuples autochtones désirent ardemment trouver les moyens de parvenir à des accords sur l'utilisation des terres". Mick Dodson a avancé des suggestions positives pour accroître le rôle des organes représentatifs et encourager la médiation et le développement des accords autochtones sur l'utilisation des terres. "Il est de la plus haute importance que le Gouvernement reconnaisse que c'est en encourageant les négociations et

la concertation que le système sera réellement "opérationnel" et "fiable" tout en respectant les droits de tous les Australiens. "La vraie difficulté est d'éviter les litiges et de se mettre d'accord sur des propositions concrètes de développement."

90. Est également préoccupante l'opposition de nombreux hommes politiques à l'égard de la décision du 23 décembre 1996 ("décision Wik") de la Haute Cour, "qui a estimé que l'attribution d'un bail de pâturage n'a pas nécessairement pour effet d'éteindre les droits fonciers autochtones de la nature de ceux qui ont été précédemment reconnus par la Cour dans l'affaire Mabo c. Queensland."

b) Autres protections

91. Les protections apportées à la terre et aux sites sacrés y compris les objets sacrés et donc à leur dimension religieuse sont diverses et multiples, spécifiques ou générales, directes ou indirectes. Elles relèvent à la fois d'accords régionaux et de législations destinés à assurer la protection et la gestion des terres aborigènes ainsi que de législations sur la propriété et l'héritage culturel tant au niveau du Commonwealth qu'aux niveaux des Etats et des Territoires. Ces protections expriment une politique officielle en faveur des Aborigènes et s'appuyant notamment sur une législation développée. Cependant, un certain nombre de difficultés demeurent liées aux lacunes et faiblesses des législations ainsi qu'aux atteintes affectant leur objectif essentiellement en raison de conflits d'intérêts.

92. Concernant les lacunes et faiblesses des législations, en premier lieu et d'une manière générale, se pose le problème de leur complexité, notamment dans les relations entre les systèmes fédéral et fédéré et en particulier entre des législations fédérales peu nombreuses et protectrices et des législations au niveau des Etats et des Territoires, nombreuses, inégales dans leur degré de protection et parfois inadéquates comparées aux normes du Commonwealth.

93. Un reproche souvent avancé est l'incapacité de ces législations relevant d'un système juridique occidental à appréhender les valeurs aborigènes. Une difficulté essentielle réside dans le fait que, conformément à certaines législations, les Aborigènes doivent prouver la signification religieuse des sites ainsi que leur importance ce qui, d'une part, est difficile en raison des approches différentes selon les groupes aborigènes vis-à-vis des sites sacrés et d'une connaissance de ces sites limitée à certaines personnes et selon leur sexe et, d'autre part, entre en conflit avec certaines valeurs et coutumes aborigènes dont l'importance du secret.

94. Un exemple illustrant ces difficultés est l'affaire Hindmarsh Island. Cette affaire a trait à l'opposition d'un groupe de femmes Ngarrindjeri à la construction d'un pont à travers l'île Hindmarsh dans la mesure où des sites sacrés seraient affectés. La démarche suivie par les autorités afin de vérifier l'existence des sites sacrés s'est révélée jusqu'à présent inefficace en raison notamment des faiblesses et lacunes mêmes des législations prévues en la matière puisque certaines informations détenues par un nombre restreint de femmes sont secrètes et, d'autre part, les informations susceptibles d'être

données ne peuvent l'être qu'auprès d'interlocuteurs féminins, ce qui impliquerait dès lors que le Rapporteur des commissions d'enquête et que le Ministre chargé des Aborigènes auquel le rapport doit être transmis soient des femmes.

95. Le juge Elizabeth Evatt chargée de réviser le Aboriginal and Torres Strait Islander Heritage Protection Act a recommandé que les valeurs et traditions aborigènes sur la protection des informations soient reconnues dans le cadre des législations de telle sorte que la notion de secret soit légalement reconnue et respectée tout en permettant la divulgation des informations non secrètes.

96. Concernant les atteintes affectant l'objectif de protection des législations, de nombreux interlocuteurs non gouvernementaux ont souligné que les lacunes et faiblesses des législations permettaient une ingérence des autorités dans le domaine religieux des Aborigènes auxquels il était demandé de prouver la signification religieuse d'un site et son importance et de révéler des secrets religieux. Une législation plus protectrice intégrant les recommandations du juge Evatt est nécessaire, selon des représentants non gouvernementaux, afin d'empêcher toute atteinte au religieux et de ne pas avoir une compétence discrétionnaire des autorités mais partagée en association avec les Aborigènes.

97. La protection de la terre et des sites sacrés conduit également à la question de la restitution des objets ayant une valeur religieuse dont les objets sacrés, les objets non sacrés, mais de valeur, ainsi que les restes humains.

98. En 1990, les ministres du Commonwealth, des Etats et des Territoires ont adopté une politique fondée sur la reconnaissance de la propriété culturelle aborigène et donnant priorité à la restitution des restes humains et des propriétés culturelles aux Aborigènes. Des législations visant cet objectif ont été adoptées, tandis que d'autres devraient être amendées pour répondre à la même préoccupation. Les musées australiens ont, pour certains, restitué des collections d'objets sacrés ou de valeur ainsi que de restes humains à leurs propriétaires originels (à titre d'exemple, le Musée de Victoria et le Musée national d'Australie ont restitué la collection Murray Black d'environ 1 300 objets en 1988), tandis que d'autres ont associé les communautés aborigènes, notamment à la gestion des collections et présentations culturelles pour que les objets sacrés/secrets soient manipulés avec respect et délicatesse. Cependant, le processus de rapatriement d'objets relevant de musées et d'institutions étrangères surtout en Angleterre est lent malgré des améliorations. Ainsi, des musées nationaux britanniques ont déclaré que la restitution de leurs collections se heurtait à des difficultés d'ordre législatif. Lors d'un entretien avec le Ministre des affaires étrangères, ce dernier a rappelé la position de principe du Gouvernement australien de rapatriement des biens aborigènes.

2. Autres domaines

99. Malgré la politique officielle de conciliation à l'égard des Aborigènes, ces derniers apparaissent néanmoins marginalisés dans les domaines économiques

et sociaux tel que le révèle l'importance de l'alcoolisme, de la violence domestique et du chômage chez ces populations.

100. Dans le domaine de l'emploi, l'on noterait une résistance des employeurs privés en raison du manque de confiance à l'égard des Aborigènes devant accomplir leurs devoirs religieux, parfois pour de longues périodes, par exemple lors d'un décès ou pour des cérémonies religieuses. Il serait donc difficile de concilier la pratique religieuse et l'exercice d'une activité professionnelle de manière continue. Manifestement, il arrive qu'une confrontation se produise entre valeurs occidentales et valeurs aborigènes. En fait, une campagne de sensibilisation des employeurs non aborigènes permettrait de démontrer la volonté des Aborigènes de travailler tout en pratiquant leur religion. Il est d'ailleurs possible de parvenir à des accords de travail intégrant des congés spéciaux pour les Aborigènes. A l'instar d'autres communautés religieuses, les Aborigènes souhaitent en effet la reconnaissance de leurs jours religieux dans les lieux de travail. Dans le domaine des emplois publics, le principe de discrimination positive en faveur des Aborigènes a été appliqué notamment pour leur accès à des postes d'enseignants, ce qui démontre qu'il est possible, dans ce domaine, de concilier le travail et la pratique religieuse aborigène.

101. Dans le domaine de l'éducation, les autorités appliquent une politique visant la pleine intégration, l'épanouissement et la reconnaissance des Aborigènes, en favorisant leur accès à l'enseignement en tant qu'étudiants et professeurs, d'une part, et en sensibilisant par le biais des programmes scolaires les non-aborigènes à la culture et à la religion des Aborigènes, d'autre part. Certains Aborigènes ont néanmoins souhaité être davantage associés au processus d'élaboration des programmes scolaires.

102. Les efforts des autorités pour l'amélioration de la situation des Aborigènes sont donc réels, mais doivent être renforcés afin que les intérêts économiques (emploi des Aborigènes, projets de développement économique et sites sacrés) soient justement conciliés avec ceux des Aborigènes et afin que les manifestations d'intolérance politique (comme le discours du député Pauline Hanson) n'affectent le fragile et lent processus de reconnaissance et d'affirmation des Aborigènes au sein de la société australienne.

III. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

103. Le Rapporteur spécial a porté son attention sur la tolérance et la non-discrimination fondées sur la religion ou la conviction dans le système juridique australien, d'une part, et dans la société australienne, d'autre part. Son analyse a porté en général sur l'état des religions et de la conviction et a concerné en particulier tant les minorités musulmane, juive, bouddhiste, hindoue que l'Eglise de scientologie et La Famille; il s'est attaché tout particulièrement à l'étude des domaines religieux et non religieux, et des relations des religions avec la société et avec l'Etat.

104. Au terme de l'étude et des consultations entreprises lors de sa visite, le Rapporteur spécial estime que la situation de l'Australie dans le domaine de la tolérance et de la non-discrimination fondées sur la religion est, en général, très satisfaisante. Certes, des exceptions à des conditions générales

dans l'ensemble positives sont néanmoins à souligner et devraient être prévenues et corrigées.

105. Un facteur de tolérance religieuse indéniable en Australie est son attachement à la démocratie, des institutions démocratiques solides et une politique gouvernementale du multiculturalisme contribuant à une culture de tolérance et remplissant une fonction d'intégration et non d'assimilation de toutes les composantes de la société; à cela s'ajoute une conception de la laïcité prônant non un rejet des religions et des nouveaux mouvements religieux (ou sectes), mais l'égalité pour tous dans le cadre du respect des législations en vigueur. Cette démocratie, source de tolérance en général et de tolérance religieuse en particulier, repose sur une culture et une tradition profonde de tolérance.

106. L'Australie constitue donc un exemple original de multiculturalisme intégré et de tolérance religieuse. Cet édifice multiculturel, multiracial et multireligieux est en fait récent et se caractérise par la coexistence de la diversité et la gestion de la pluralité tout en ayant le mérite de permettre à la fois le respect de la spécificité des communautés et leur intégration dans la société australienne.

107. Cette expérience non achevée constitue sans aucun doute une contribution que l'Australie offre à la communauté internationale sur un mode d'organisation démocratique d'une société fondée sur le respect et la viabilité de la diversité, notamment la diversité religieuse. Il est essentiel de souligner le rôle des institutions établies et dynamisées par le politique qui visent à répondre aux besoins de la société, y compris de ses minorités, et permettent de gérer toutes les tensions : il s'agit a) de la **justice** avec les juges qui ont reconnu aux citoyens une grande partie de leurs libertés avant même les lois, conformément au système de la common law, et la Haute Cour qui a d'une part interprété le principe de neutralité religieuse de manière conciliante et équilibrée (en permettant les subventions publiques aux écoles confessionnelles lorsque ces aides sont octroyées sans distinction) et, d'autre part, défini la religion de telle sorte que la plupart des nouveaux mouvements religieux ou sectes puissent s'y intégrer; et b) des **institutions nationales**, en particulier la Commission des droits de l'homme et de l'égalité des chances et la Commission des affaires ethniques.

108. Les minorités religieuses, en particulier musulmane, juive, hindoue et bouddhiste, expriment de manière générale leur satisfaction quant à la situation qui est la leur et qu'elles n'hésitent pas parfois à qualifier de privilégiée comparativement à d'autres pays. Elles peuvent pleinement s'épanouir en tant que minorités et bénéficient du soutien politique, institutionnel et financier de l'Etat de sorte que des revendications insistantes en faveur du renforcement de leur spécificité peuvent s'exprimer tout naturellement.

109. Enfin, d'une manière globale, la situation relative à la tolérance et la non-discrimination fondées sur la religion ou la conviction semble à première vue se caractériser par des paradoxes ne posant néanmoins pas de problèmes en général.

110. En effet, en premier lieu, dans le cadre de la politique du multiculturalisme, l'Australie concilie, d'un côté, la diversité culturelle, ethnique et religieuse et le maintien, voire le développement des spécificités communautaires y compris des spécificités religieuses, et, d'un autre côté, l'intégration sans assimilation de ces minorités dans la société, la cité, au sens large du terme. Les pays ayant en leur sein des minorités et rencontrant des difficultés afin de concilier ces spécificités et l'intérêt général de l'Etat gagneraient à s'inspirer de l'expérience australienne tout en étant conscients des différences de contextes.

111. Cette intégration des spécificités et de l'intérêt général, et en particulier la non-interférence entre citoyenneté et identités minoritaires, est donc remarquable et source d'intérêt.

112. En effet, les minorités non chrétiennes dans leur majorité se caractérisent par leur religiosité à travers la pratique religieuse et l'éducation religieuse et leurs revendications dans le domaine religieux, notamment au regard de la reconnaissance des jours religieux, alors même que la population australienne majoritairement chrétienne, dont l'histoire et les traditions dénotent une sensibilité chrétienne, se caractérise par la faible pratique religieuse et une tendance croissante à la non-croyance. En fait, la religion n'est pas un facteur essentiel pour la majorité de la population en Australie, produit du sécularisme moderne.

113. Cependant, on constate une très grande tolérance religieuse liée à une tradition de tolérance, voire à une indifférence des Australiens en général à l'égard de la religion. Cette attitude dominante d'indifférence à l'égard du religieux coexiste avec le développement des minorités et des nombreux mouvements religieux, lesquels occasionneraient par ailleurs des frais très élevés pour les finances publiques (exonération d'impôts, subventions publiques, etc.).

114. Des exceptions à une situation générale positive existent et doivent être prises en considération afin d'y remédier; elles concernent d'une part les minorités et d'autre part surtout les Aborigènes.

115. Au sujet des minorités, des obstacles à la construction de lieux de culte et de centres de formation religieuse sont parfois notés pour les minorités musulmane, hindoue et bouddhiste; cela est la plupart du temps dû à l'opposition d'une partie de la population en raison de son ignorance qui alimente des manifestations de racisme. Par exemple, dans le cas des musulmans, la guerre du Golfe a conduit à des incidents visant des femmes musulmanes voilées (voir par. 44) et, d'une manière générale, à l'expression d'opinions associant l'islam à Saddam Hussein et le terrorisme aux arabes et aux musulmans. Ces poussées de racisme peuvent concerner toute une communauté, en l'occurrence asiatique et musulmane. On observe parfois un antisémitisme s'exprimant de manière épisodique par des actes de vandalisme à l'encontre des synagogues et des cimetières juifs, ainsi que par des agressions verbales.

116. Il ne s'agit cependant pas d'une intolérance religieuse, mais d'une intolérance raciale fondée sur l'ignorance et alimentée par des discours politiques extrémistes notamment ceux du député Pauline Hanson. Ces manifestations de racisme à l'égard des minorités, mais aussi

des aborigènes, sont néanmoins marginales et rejetées par une majorité de la population (lors d'un sondage, 70 % des personnes interrogées ont reconnu les bienfaits de la politique multiculturelle). Ces manifestations sont en partie neutralisées par le dialogue interconfessionnel, et intelligemment combattues par les autorités en général, grâce aux institutions appliquant une politique affirmée du multiculturalisme et en particulier par la préparation d'une campagne éducative de lutte contre le racisme.

117. A cet égard, le Rapporteur spécial tient à rappeler que l'éducation peut jouer un rôle primordial de prévention de l'intolérance, y compris raciale et religieuse, par la diffusion d'une culture de tolérance au sein des masses. Elle peut contribuer d'une manière décisive à l'intériorisation de valeurs axées sur les droits de l'homme. L'Etat est donc encouragé à développer une politique nationale et coordonnée aux niveaux fédéral et fédéré dans le domaine de l'éducation. Cette politique doit bien entendu s'adresser aux établissements scolaires, aux enseignants d'une part et aux élèves et étudiants d'autre part. A ce sujet, le Rapporteur spécial tient à saluer les activités de l'éducation du "National Children's and Youth Law Centre", tout particulièrement leur excellente brochure intitulée "Know your rights at school" incluant des fiches pédagogiques sur plusieurs thèmes essentiels dont la discrimination et la religion à l'école. De telles expériences mériteraient d'être examinées avec attention par les Etats dans le cadre de leur politique d'éducation afin de promouvoir une véritable culture de tolérance.

118. Le Rapporteur spécial recommande, par ailleurs, qu'une campagne éducative s'adresse aux médias véhiculant trop souvent une image caricaturale, voire totalement biaisée et préjudiciable sur les minorités et la religion. La couverture médiatique de la guerre du Golfe en est un triste exemple. Il serait extrêmement utile de mettre en oeuvre les recommandations du Rapporteur spécial dans le domaine des services consultatifs (E/CN.4/1995/91), en particulier l'organisation d'ateliers destinés aux représentants des médias afin de les sensibiliser à la diffusion d'une information conforme aux principes de tolérance et de non-discrimination en général, et en particulier dans le domaine de la religion et la conviction. Cela permettrait de sensibiliser les médias et par là même d'éduquer la société et de former l'opinion publique conformément aux principes ci-dessus mentionnés.

119. De même, comme l'a exposé le "National Children's and Youth Law Centre", il faudrait encourager la création de prix pour les journalistes ayant écrit des articles sur les minorités répondant aux principes de tolérance et de non-discrimination. Intégrer dans les programmes de télévision, et notamment dans les scénarios des séries télévisées populaires, des personnages représentant différentes croyances en véhiculant un message de tolérance, de respect et d'enrichissement mutuel aurait également un impact positif sur la population.

120. Au sujet des aborigènes, il convient de poursuivre la politique officielle de réconciliation et de la renforcer dans le domaine religieux. Il serait utile de réaffirmer la reconnaissance des croyances aborigènes en tant que religion et notamment de le refléter dans le cadre des recensements sur l'affiliation religieuse de la population.

121. Au sujet des Native Titles, le Rapporteur spécial tient à souligner à nouveau les préoccupations du Aboriginal And Torres Strait Islander Social Justice Commissioner à l'égard des propositions d'amendements du Gouvernement fédéral et du respect de la "Wik Decision" de la Haute Cour. Les Native Titles sont en effet fondamentaux et il est essentiel de ne pas remettre en cause les acquis législatifs et jurisprudentiels en ce domaine.

122. Concernant les législations, tout en notant avec satisfaction un dispositif juridique et législatif développé et avancé pour la protection de la terre et des sites sacrés, y compris des objets religieux, ainsi que pour la restitution de ce patrimoine religieux et culturel, le Rapporteur spécial recommande, d'une part, de veiller à une uniformité de ces législations aux niveaux fédéral et fédéré et, d'autre part, de s'assurer de leur efficacité par rapport au but assigné, notamment en identifiant leurs faiblesses et leurs lacunes afin d'y remédier. Il faudrait tenir compte des recommandations du juge E. Evatt afin que les valeurs aborigènes soient pleinement appréhendées dans le cadre des législations, notamment au regard de la notion de secret de certaines informations ainsi que leur répartition et leur divulgation, selon le sexe et en fonction d'un groupe restreint de personnes. Il est, par ailleurs, recommandé que les législations en vigueur assurent pleinement un rôle participatif et décisionnel des Aborigènes au même titre que les autorités concernées.

123. Concernant les restitutions des objets appartenant au patrimoine culturel et religieux des Aborigènes, mais se trouvant à l'étranger, notamment dans des musées, il est nécessaire que les Etats concernés coopèrent afin que tout obstacle d'ordre politique, législatif et autres soit levé de sorte que cette restitution soit effectuée le plus rapidement possible.

124. Au sujet des conflits d'intérêt à la fois économiques, politiques et religieux, le Rapporteur spécial tient à rappeler que la liberté de croyance, en l'occurrence celle des Aborigènes, constitue une question fondamentale et mérite une protection encore plus renforcée. La liberté de manifester sa croyance est également reconnue, mais peut faire l'objet de limites dans la mesure où ces dernières sont strictement nécessaires et prévues à l'article premier, paragraphe 3, de la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction, ainsi qu'à l'article 18 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

125. L'expression de la croyance doit donc être conciliée avec d'autres droits et préoccupations, y compris politiques et économiques, tout aussi légitimes par le dialogue et le respect de toutes les parties, y compris des Aborigènes. Au sujet de l'affaire Hindmarsh Island, le Rapporteur spécial appelle à une approche sereine de la question et à une solution de conciliation entre les différentes parties.

126. Enfin, le Rapporteur spécial salue les efforts que font les autorités pour que les Aborigènes ne soient plus une population marginalisée et bénéficient de tous leurs droits, en particulier économiques, sociaux et culturels, notamment par l'application du principe de discrimination positive. Il est également souhaitable que le secteur privé, notamment les employeurs, prenne le relais de cette politique et soit sensibilisé à l'importance des

croyances aborigènes. Les Aborigènes étant, en général, marginalisés économiquement et frappés par le chômage, parfois en raison de leurs contraintes religieuses, il est nécessaire de protéger cette population, notamment en favorisant une évolution des mentalités afin de parvenir à un compromis entre fonctionnement économique et pratique religieuse.

127. D'une manière générale, il faut examiner la question des Aborigènes avec plus de compréhension au sein de la société australienne afin d'extirper toute survivance de formes de racisme liées à des facteurs historiques, sociaux et économiques affectant également le religieux.
